

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 08 MAI 1997

N° 249

PRIX 4 FF

DES ELECTIONS

QUI NE CHANGENT RIEN

POUR LES TRAVAILLEURS

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

Page 3
Zaire: Un véritable changement ne viendra que de la lutte des pauvres eux-mêmes.

Page 5
Côte d'Ivoire: Des pratiques barbares en pleine époque moderne

Page 7
Mali: La mascarade électorale continue.

Page 8
Sénégal: privatisations et hausse du coût de la vie.

Page 10
Esclavage: Quemander des réparations ou renverser l'ordre capitaliste ?

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

**DES ELECTIONS
QUI NE CHANGERONT RIEN
POUR LES TRAVAILLEURS**

Chirac a décidé d'avancer la date des élections législatives prévues auparavant pour mars 1998. Certes, la majorité des travailleurs immigrés sont exclus de la vie politique, car ils n'ont ni le droit de vote et encore moins d'être candidats aux élections politiques. Et pourtant la plupart vivent ici depuis plus de vingt ans. Mais ces élections ainsi que la vie politique ne peuvent pas nous désintéresser pour autant parce que tous les gouvernements qui se succèdent à Matignon ont tous une politique anti-ouvrière et anti-immigrés. Nous sommes donc concernés en tant que travailleurs et en tant qu'immigrés.

Chaque ministre de l'intérieur qui siège Place Beauvau fait des circulaires, des lois contre les travailleurs immigrés. Parmi les plus connus, on peut citer Michel Poniatowski, en 1974, après l'arrivée de Giscard au pouvoir. C'est lui qui a mis en place la carte de séjour pour les travailleurs d'Afrique francophone sous prétexte d'arrêter l'immigration clandestine. Ensuite en 1981, à l'arrivée de la gauche au pouvoir, le nouveau gouvernement a régularisé la situation des sans-papier de l'époque. Mais le ministre de l'Intérieur d'alors, Pierre Joxe, a lui aussi pondu sa loi. Beaucoup de travailleurs immigrés ont été emprisonnés et renvoyés dans leur pays dans le silence le plus total.

Ensuite, tout le monde connaît Pasqua avec ses lois anti-immigrés en concurrence avec les idées odieuses et racistes de Le Pen. Puis, il y a l'actuel ministre de l'intérieur, Jean Louis Debré.

Tous ces hommes politiques de gauche ou de droite sont contre les travailleurs, même si un certain nombre de ceux-ci se font encore des illusions sur la gauche et pensent que si celle-ci arrive au pouvoir, la situation de tous les sans-papiers sera régularisée comme en 1981. Mais même à supposer que cela soit vrai, notre sort ne changera pas, car en Espagne et en Italie, ce sont des gouvernements de droite qui ont régularisé la situation des travailleurs immigrés sans-papiers parce que le patronat a besoin d'une main d'oeuvre

bon marché pour ses affaires.

Tous ces gouvernements mènent en réalité la même politique contre l'ensemble des travailleurs, qu'ils soient immigrés ou pas. Raison de plus donc pour que nous aussi nous

unissions entre travailleurs de ce pays, élections ou pas, droit de vote ou pas. Si nous nous mettons ensemble, nous pourrions faire bouger tout le pays et même toute la planète et changer notre sort en prenant nos affaires en main.

Z A I R E

UN VERITABLE CHANGEMENT NE VIENDRA QUE DE LA LUTTE DES PAUVRES EUX-MEMES

Ainsi, pour Mobutu le glas semble avoir sonné ! Non pas que de toutes les façons le cancer de prostate qui le ronge finira par avoir raison de lui tôt ou tard, mais surtout parce que dans le bras de fer qui l'oppose à son rival Laurent Désiré Kabila, tout porte à croire qu'il perdra la partie, si ce n'est pas encore déjà fait. En effet, lors de la récente rencontre entre les deux hommes, -rencontre organisée par Mandela, sous l'égide de l'impérialisme américain- il semble que le dictateur ait décidé de s'effacer. Il a, paraît-il, proposé de remettre le pouvoir à un troisième larron qui serait chargé de former un gouvernement de transition dans le but de préparer des élections générales. Il aurait aussi déclaré qu'il ne se présenterait pas à ces élections. Kabila, de son côté, voudrait que Mobutu s'en aille tout de suite et lui laisse le pouvoir.

départ de Mobutu, même si cela doit se faire au prix "d'une alliance avec le diable". Ceux, parmi eux, qui veulent apparaître comme plus réservés, avec moins d'illusions, avouent quand même que Kabila serait "le moindre mal".

Certes, quand on sait ce que les masses pauvres zairoises ont enduré sous la dictature de Mobutu, plus de trente ans durant, on ne peut pas regretter la chute de ce dernier. En effet, plus de trente ans durant, Mobutu a emprisonné, tué, assassiné, pillé, volé ! Plus de trente ans durant, sa dictature a fait fuir des milliers de Zaïrois à l'étranger, plonger le pays dans une situation de misère profonde, dont sont victimes notamment les masses populaires pauvres vivant dans la famine, les maladies, subissant l'un des régimes les plus sanguinaires que l'Afrique ait connus jusqu'alors ! Et plus de trente ans durant, Mobutu s'est servi de cette politique-là pour s'enrichir personnellement ! On prétend même qu'il est difficile d'estimer exactement sa fortune personnelle, même si, par ailleurs, il est vrai que celle-ci n'est que la somme des miettes que les trusts et autres bourgeoisies des pays riches qui exploitent les richesses et les populations zairoises lui laissent au passage.

Les puissances impérialistes qui souhaitent un départ en douceur de Mobutu finiront-elles par l'obtenir ou Kabila, qui vient de reprendre l'offensive militaire, le fera partir par la force ? Seul l'avenir le dira. Mais d'ores et déjà, quelles qu'en soient les conditions, la perspective du départ de Mobutu du pouvoir semble enchanter une certaine opinion dans l'immigration africaine. Il en est en effet qui considèrent Kabila comme "un héros", "un libérateur". Pour eux, l'essentiel, c'est le

Alors, oui, personne ne peut regretter la chute d'un tel dictateur moins encore plaindre une

telle ordure ! Mais il n'y a pas de raison non plus de se faire des illusions sur Kabila ! Car, les préoccupations des populations zaïroises ne se résument pas à la



question de savoir qui de Mobutu ou Kabila est mieux. Leurs préoccupations sont ailleurs. Elles sont celles de millions de gens qui souffrent de misère, de maladies, dont les enfants ont un avenir bouché, sont condamnés au chômage, à la prostitution et à la délinquance. C'est cette situation, due essentiellement à l'exploitation capitaliste dont elles sont victimes, qu'elles voudraient voir changer.

Mais l'objectif de Kabila, ce n'est pas cela. Ce qu'il cherche ce n'est pas de s'attaquer au capitalisme, à l'ordre des riches, au nom des intérêts des pauvres. Ce qui l'intéresse, c'est de prendre la place de Mobutu et de continuer la même politique que lui, au profit des bourgeoisies américaine, belge, française et autres et leurs valets locaux. C'est cette politique-là qu'il applique déjà dans les zones sous son contrôle.

Par conséquent, quelle qu'en soit la manière, la chute de Mobutu et l'arrivée de Kabila au pouvoir à sa place ne changeront rien dans les conditions de vie des masses pauvres zaïroises. Le départ d'un dictateur

ne signifie pas la fin de la dictature et un simple changement des hommes au pouvoir n'a nulle part au monde entraîné des transformations notables. Bien d'expériences connues dans certains pays africains le démontrent largement.

Au Tchad, par exemple, pendant la période de la dictature sanglante de Hissein Habré, beaucoup de gens disaient la même chose que ce que racontent les sympathisants de Kabila. Habré était aussi une crapule du genre de Mobutu à tel point que ceux qui ne voulaient de lui le fétichisaient, le rendaient responsable de tous les maux du pays et étaient prêts eux aussi à s'allier "même avec le diable" pour le faire partir du pouvoir. C'est ainsi que quand, Idriss Déby, le chef d'état major de Habré, qui l'avait aidé à instaurer sa dictature, est entré en lutte contre lui pour le pouvoir, eh bien ces mêmes personnes ont trouvé en lui "le libérateur" qu'elles attendaient.

Et la suite, on la connaît aujourd'hui : grâce à la pression de l'impérialisme français, le dictateur Habré est tombé, mais un autre Habré a pris sa place en la personne du dictateur Déby qui règne aujourd'hui sur le pays, en s'appuyant sur le même appareil d'Etat, avec le même personnel, des gardiens des prisons aux ministres en passant par les mêmes tortionnaires, et en continuant à imposer à l'ensemble des masses pauvres tchadiennes la même politique d'exploitation au profit des riches locaux et notamment de l'impérialisme français.

Alors, la seule perspective qui puisse permettre aux travailleurs et aux masses pauvres zaïroises en général d'en finir avec la dictature mais aussi la misère et l'exploitation, c'est celle de leurs propres luttes contre le capitalisme. C'est en s'attaquant aux riches, en les expropriant, en

mettant les richesses en commun, que les opprimés zairois ou africains pourront transformer radicalement la société afin de permettre à tout le monde d'accéder à une vie meilleure, de se nourrir convenablement, se loger décentement, s'éduquer, se soigner dans de bonnes conditions, dignes de notre époque, et que les possibilités actuelles peuvent permettre si on les répartit

équitablement en fonction des besoins collectifs des gens.

Mais une telle perspective ne tombera pas du ciel. Il faut des hommes et des femmes qui se consacrent à cela, qui véhiculent des telles idées et qui se donnent pour tâche d'aider les travailleurs et les masses pauvres à s'organiser dans ce sens.

COTE D'IVOIRE

DES PRATIQUES BARBARES EN PLEINE EPOQUE MODERNE

Selon un journal local, Soir-Info, dans le village d'Angoda, en Côte d'Ivoire, à la mort d'une femme, les habitants ont décidé de faire "danser le cercueil". Avant de mourir, la défunte aurait "désigné" comme "auteurs de sa mort", six habitants. Ces derniers ont tous été accusés "de pratique de sorcellerie et de détention de pouvoir maléfique" et condamnés de 1 à 3 ans de prison ferme.

Suite à cette histoire, raconte toujours le journal, "les quatre chefs d'Angoda, en accord avec les cadres et toute la population" ont décidé de "purifier" leur village. Pour se faire, ils ont loué le service d'un "devin", un prétendu "puissant féticheur", un charlatan. Ce dernier a organisé deux "cérémonies d'exorcisme" sur la place du marché.

Par ailleurs, les chefs ont autorisé la population à dénoncer les sorciers. Ainsi, quatre personnes auraient été "démasquées" par le féticheur. Pour montrer sa force, celui-ci n'en restera pas là. Il "révélera" également, toujours selon Soir-Info, qu'un "éminent cadre du village devait aussi être sacrifié par les sorciers". Alors, quatre autres "sorciers" vont être encore démasqués. Au total, ainsi, huit "sorciers" auraient été démasqués et soumis à de "sévères

amendes", raconte toujours le journal.

"Pour montrer sa puissance, le devin va déterrer les fétiches appartenant aux mis en cause". Et pour bien faire, il va lui même "installer un puissant fétiche pour protéger le village", ajoute-il, avant de conclure, "... la population d'Angoda qui a apprécié à sa juste valeur les révélations et les démonstrations du devin, (...) s'est sentie libérée des serres des sorciers".

On en rirait si ce n'était une histoire réelle! On en rirait parce que cette histoire nous ramène des siècles en arrière dans l'histoire de l'humanité.

Aujourd'hui on est à l'ère de l'informatique, des hommes ont marché sur la lune, la technique et la science font des progrès considérables. Personne ne devrait croire à de pareilles sornettes, dont les origines remontent à la nuit des temps, lorsque l'être humain, complètement ignorant, incapable de dominer ou même seulement de comprendre la nature qui l'entourait, cherchait une protection imaginaire dans la sorcellerie.

Mais le progrès social n'a pas suivi les progrès des sciences et des techniques. L'organisation

sociale actuelle réserve le savoir, comme la richesse matérielle, à une petite minorité. Les moyens techniques les plus modernes sont utilisés pour propager des croyances et des superstitions qui sont des survivances d'époques révolues. C'est dans une imprimerie moderne, utilisant probablement des ordinateurs, que l'on a tiré le journal qui propage des "informations" aussi stupides. C'est par les ondes de la télévision, transmise à l'aide de satellites artificiels, qu'on propage des cérémonies catholiques ou musulmanes proclamant des croyances nées dans des sociétés encore primitives.

Le journal qui nous rapporte cette histoire ne nous renseigne malheureusement pas si dans le village d'Angoda, il y a de l'eau courante, un médecin, une pharmacie. Si un minimum d'hygiène existe. Mais on peut en douter. Il est au contraire fort probable que les villageois consomment de l'eau de marigot ou du puits sans la faire bouillir. L'organisation sociale les maintient, sur le plan matériel, comme sur le plan culturel et moral, des siècles en arrière par

rapport aux possibilités des temps modernes. Et pourtant, ce sont des hommes des temps modernes. Ils produisent pour le marché mondial. Le capitalisme les a rejoints mais préfère les maintenir dans la misère et dans l'ignorance.

Mais les étudiants, les intellectuels ont aussi leur part de responsabilité dans cette situation. Pas seulement parce qu'eux-mêmes, au lieu de propager la connaissance et la culture auxquelles ils ont le privilège d'avoir accès, ils propagent souvent l'obscurantisme, l'intégrisme religieux, en leur donnant leur caution. Mais plus encore, parce qu'ils ne combattent pas une société injuste, inégalitaire qui réduit à la misère matérielle et morale la majorité de la population, alors que la capacité de produire de l'humanité, débarrassée de l'emprise du grand capital, rationnellement organisée pourrait assurer largement non seulement ce qui est nécessaire pour ce qui est de la nourriture, le logement, l'habillement, des soins corrects, mais aussi, l'éducation et la culture.

COTE D'IVOIRE

UNE GREVE DES TRAVAILLEURS DU BATIMENT

250 ouvriers travaillant dans la construction de "la maison de la culture" à Abidjan étaient en grève les 24 et 25 avril.

Cette future "maison de culture" est une construction d'Etat. Elle est financée par la Chine. La plupart des manoeuvres et des ouvriers y travaillent depuis plus de 10 mois pour certains et 7 mois pour d'autres. Mais, comme pour donner l'exemple à tous les exploités de ce pays, les travailleurs, tels des bêtes de somme, ne sont même pas déclarés à la CNPS, n'ont aucune garantie de

l'emploi, aucune assurance en cas d'accident, aucun congé payé, aucune gratification, aucun contrat. Et tout cela s'est fait au vu et au su du gouvernement. N'est-ce pas lui le commanditaire des travaux? La seule chose qui avait été donnée aux travailleurs, c'était la promesse d'une future régularisation de leur situation.

Et voilà comment il y a de cela quelques jours, l'employeur a demandé aux travailleurs de signer des contrats de 3 mois renouvelables. C'est se moquer d'eux. Et ils l'ont pris comme tel

et se sont unanimement mis en grève.

Seulement, le gouvernement ne l'a pas entendu de cette oreille. Dès le deuxième jour, il a envoyé une forte délégation pour intimider les travailleurs. Celle-ci était composée d'un représentant de la présidence, du ministère de la culture, de l'inspection du travail et les employeurs chinois. Elle était complétée par un lieutenant de police et plusieurs policiers armés. Les travailleurs étaient représentés par neuf de leurs délégués.

Du côté des riches et des gens à leur solde, il n'y a pas eu de dialogue. Il n'y a eu que des menaces à l'égard des travailleurs. Le lieutenant de police les a menacés de les mettre en prison; l'inspecteur du travail -il serait mieux de l'appeler, inspecteur au service des riches- a menacé les travailleurs de renvoi pour "grève illégale". Et quand les travailleurs ont tenu à s'expliquer sur leur

contrat, sur leur conditions de travail, etc, il leur a clairement dit que le patron est libre de faire ce qu'il veut. La voilà, la réalité!

C'est là un exemple de plus que les travailleurs n'ont rien à attendre ni du gouvernement, ni de l'inspection du travail, ni d'une quelconque justice pour défendre leurs intérêts.

Les travailleurs du bâtiment sont de ceux qui sont les plus exploités dans ce pays. Ceux de la "maison de la culture" ont montré la voie à suivre. Parce que la lutte est la seule voie de salut pour la défense de leurs intérêts. Et ils peuvent avoir la force, ils peuvent se faire craindre, s'ils prennent conscience de la nécessité de s'organiser, de s'unir par-delà leurs corporations, ethnies, nationalités ou religions; par-delà leurs employeurs ou chantiers qui les emploient.

M A L I

LA MASCARADE ELECTORALE CONTINUE

Le 13 avril dernier, ont eu lieu les élections législatives au Mali. Mille cinq cents candidats étaient en compétition pour cent quarante cinq sièges de députés. Mais ce cinéma électoral a tourné vite au vinaigre, car dans beaucoup de villages et de quartiers, les gens n'avaient même pas reçu leurs cartes d'électeurs. En revanche, on a découvert que certaines personnes haut placées possédaient plusieurs pièces d'identité et des cartes d'électeurs dans le but de bourrer les urnes.

Cette pratique n'est pas nouvelle en Afrique. Déjà à l'époque coloniale, on faisait voter les mineurs et même les morts. Dans ces conditions, parler des élections libres et démocratiques au Mali est un pur mensonge. D'ailleurs le même

pouvoir actuel est obligé de reconnaître cette situation implicitement en acceptant d'annuler les résultats du 1er tour et de reporter les élections à une date ultérieure.

Pour le moment, les élections présidentielles, prévues pour le 4 mai, sont fixées pour le 11, malgré la protestation et le boycott de la quasi - totalité des partis d'opposition. Ces derniers réclament le recul de cette date. Mais le pouvoir de Konaré persiste à la maintenir coûte que coûte.

Face à Konaré se dresse un seul candidat au lieu de huit qui s'étaient fait enregistrer auparavant. Ce candidat malheureux, Diaby, a été battu aux dernières élections. Il a certainement

beaucoup d'argent à dépenser, car il sait qu'il n'a aucune chance face au candidat du pouvoir. Mais il espère peut-être monnayer son score en vue d'un poste au sein d'un éventuel gouvernement.

Au moment où nous écrivons, la campagne électorale continue. Mais il n'est pas sûr que la date du 11 mai soit respectée. D'autant plus que non seulement les 20 partis d'opposition continuent de protester et réclamer le report des élections, mais il y a aussi des mouvements sociaux qui se développent ces derniers temps.

Les employés de la société "Energie du Mali" étaient en grève contre leur directeur. Ils réclament son renvoi. De leur côté, les étudiants ont manifesté de nouveau dans les rues de Bamako pour

réclamer l'amélioration de leurs conditions de vie et d'études. Le gouvernement n'a pas trouvé mieux que d'envoyer la police contre eux. Il y a eu plusieurs blessés et des arrestations. Si d'autres mouvements se développaient, non seulement la mascarade électorale risquerait de tourner court, mais ils pourraient même mettre en péril le régime prétendument "démocratique" d'Alpha Konaré.

A supposer même que les élections soient "démocratiques", que tous les partis d'opposition et leurs candidats se présentent comme en 1992, cela ne changerait en rien le sort de la population travailleuse, car aucune élection n'a changé quelque chose pour les pauvres. Seule la lutte de l'ensemble des travailleurs au Mali, comme ailleurs, pourra changer leur sort.

SENEGAL

PRIVATISATIONS ET HAUSSE DU COUT DE LA VIE

Abdou Diouf tient au moins une promesse: celle qu'il avait faite aux banquiers du FMI de privatiser les sociétés nationales. En échange de quoi il a obtenu quelques prêts et une sorte de satisfecit de la Banque Mondiale qui a qualifié le Sénégal de "bon élève".

Ainsi pour l'année 1997, le gouvernement sénégalais prévoit de privatiser 18 entreprises. Parmi celles-ci dont certaines sont déjà en voie de privatisation, il y a la Sénélec (Société Nationale d'Electricité), la Sones (Société National des Eaux du Sénégal), la Sotraco (Société de Transport du Cap Vert), la Sonatel (téléphone), la SAR (raffinage), la Sonadis (distribution), la Sodéfitex (textile), etc...

Un certain nombre de consortiums et de gros capitalistes

alléchés par ces privatisations se frottent déjà les mains et s'apprêtent à faire main basse sur ces entreprises qui leur rapporteront des profits supplémentaires. Mais pour les usagers et les consommateurs, c'est-à-dire pour la grande majorité de la population sénégalaise, de même que pour les employés de ces entreprises, ces privatisations vont certainement se traduire par une augmentation des prix, une exploitation toujours plus renforcée voire des licenciements. Déjà pour la Sonatel, il est question de licencier 340 employés sous forme de "départ négocié". La direction craint une mobilisation des salariés comme cela fut le cas à l'électricité où les travailleurs ont menacé de couper le courant et de faire grève.

En octobre 95, lorsque Diouf a

mis fin au monopole de l'importation du riz en cédant cette activité à dix opérateurs privés, il a promis que le prix du riz n'allait pas changer. Quelques mois plus tard, en janvier 96, il a mis fin aux subventions de l'Etat sur le riz. Les prix ont augmenté. En février 97, il a promis une baisse mais c'est le contraire qui s'est passé.

Déjà pour l'eau, une augmentation de 8% est prévue chaque année. Il est à craindre que pour l'électricité il en soit de même ainsi que pour les transports publics et certainement dans bien d'autres domaines. Voilà la potion amère que Diouf, avec l'aide d'Abdoulaye Wade, s'appête à administrer à la population sénégalaise dont le niveau de vie, déjà gravement diminué suite à la dévaluation du CFA, suite au blocage des salaires dans la fonction publique et dans le secteur privé, risque encore d'empirer.

Mais, privatisation ou pas, la seule chose qui peut empêcher l'aggravation de la situation de la majorité de la population, c'est la mobilisation et la lutte. Les travailleurs et l'ensemble des déshérités ne peuvent compter que sur leur seule force, leur seule détermination. Les dirigeants politiques leur disent que cette situation difficile n'est que provisoire, que c'est une étape nécessaire vers un lendemain meilleur, etc... Mais cela fait des années que tous les politiciens chantent la même chose.

Tant que les travailleurs n'auront pas montré par la lutte ce dont ils sont capables, les exploités et les politiciens à leur solde auront de beaux jours devant eux. C'est pour cela qu'il est plus qu'urgent que les travailleurs s'organisent pour changer enfin le rapport des forces et prendre leur sort en main.

T C H A D

CEUX QUI CROIENT EN LA VERTU DES URNES EN ONT POUR LEURS FRAIS

Les résultats du second tour des élections législatives sont tombés: le Mouvement Patriotique du Salut (MPS), parti au pouvoir dirigé par Idriss Déby a acquis la majorité absolue.

Pour battre ses concurrents de l'opposition, le gouvernement a utilisé les mêmes magouilles que lors des présidentielles qui ont permis à Déby d'être élu. Par exemple: menaces sur des membres de la Commission nationale électorale indépendante (CENI) chargés de contrôler le déroulement des scrutins dans le pays; corruption des chefs de village, chefs de canton, manipulation flagrante des résultats; fabrication des listes d'électeurs fictifs, bourrage des urnes...

Choqués par ces fraudes, les

partis d'opposition ont crié au scandale et déposé des recours en annulation auprès de la cour qui a refusé de les prendre en compte. En revanche cette cour, sous la botte de Déby, s'est prononcée en faveur du recours déposé par le MPS qui qualifiait de non fondées les réclamations des partis de l'opposition.

Ici dans l'immigration, un certain nombre d'intellectuels petits bourgeois se réclamant de l'opposition pensaient que Déby, impopulaire, allait être battu aux présidentielles. Première déception, il était élu. Aux législatives, les mêmes espéraient la défaite des candidats MPS, face à ceux de l'opposition. Seconde déception: le parti de la dictature obtient la majorité absolue, et à l'assemblée,

et au sénat.

Doublement déçus, ces intellectuels s'en prennent alors au gouvernement français. S'il n'avait pas soutenu Déby, se plaignent-ils, celui-ci aurait été battu aux présidentielles et son parti aux législatives.

En effet, c'est le gouvernement français qui a confectionné les urnes, acheminé les bulletins de vote aux quatre coins du pays: il a envoyé partout des observateurs qui n'ont rien observé.

Le problème de ces intellectuels-là, c'est qu'ils croient que le bon déroulement des élections allait apporter démocratie et changement au Tchad.

Ils se font des illusions. Les élections, même dans les démocraties avancées comme en France, n'ont jamais changé le sort des travailleurs et des déshérités. Ce sont les luttes de ces derniers qui peuvent améliorer leur sort. Même pour l'expression d'une plus large démocratie, cela nécessite un changement en profondeur, c'est-à-dire la destruction de l'ordre social capitaliste.

Pour cela il est vital que naisse une organisation indépendante des travailleurs et des pauvres, qui n'ait rien à voir avec les partis d'opposition qui pullulent dans le pays dont le seul programme est la politique du "ventre".

ESCLAVAGE

QUEMANDER DES "REPARATIONS" OU RENSER L'ORDRE CAPITALISTE ?

Le 27 avril dernier, à l'appel de la CIAP (Convention Inter Africaine des Peuples) et de la Communauté des Peuples Noirs, un rassemblement a eu lieu sur le parvis du Trocadéro pour commémorer "la mémoire de tous les enfants d'Afrique déportés depuis cinq cents ans". A cette occasion les organisateurs de ce rassemblement ont publié un "manifeste" pour dénoncer ce que "l'Occident" a fait supporter aux peuples d'Afrique à travers les siècles d'esclavage.

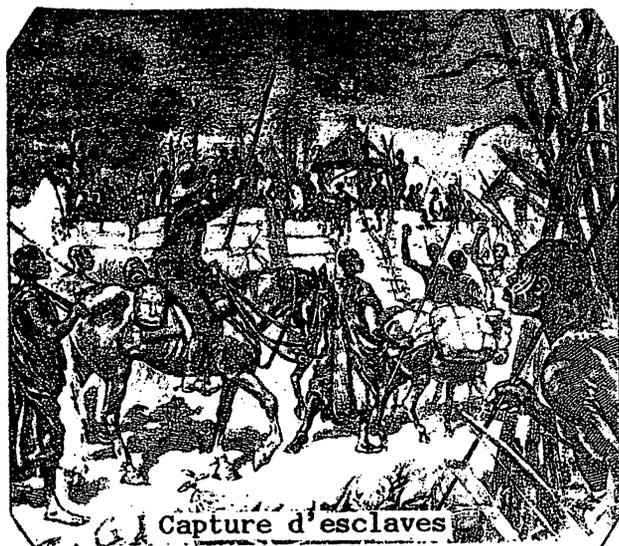
Voici, entre autres, ce qu'on peut lire dans leur "manifeste" : "Nous, Africains du Continent, Africains des Caraïbes, Africains de l'Amérique, Africains du Monde entier, pensons qu'il est grand temps que la France, que l'Europe en général et que l'Amérique, reconnaissent leurs responsabilités dans le rapt, le génocide, la déportation et l'esclavage des Peuples Noirs, leurs responsabilités dans le sous-développement et les permanentes tragédies des Africains

en Afrique et dans la diaspora". Et sur la base des "liens de sang", ces organisateurs voudraient que "les Africains du Monde Entier se mobilisent pour la réparation des blessures causées par le système hégémonique européen et américain, à l'Afrique "Mère de toute l'Humanité" ".

Ce n'est pas la première fois qu'un certain nombre d'intellectuels Noirs ou de politiciens nationalistes bourgeois se réunissent ainsi et demandent à "l'occident" de "réparer" ce que les peuples africains ont subi durant l'esclavage. Déjà en avril 1992, plusieurs colloques ont été organisés autour de ce sujet, à Lagos, à Paris comme à New-York.

Le but de ces différentes initiatives est d'amener l'OUA, c'est-à-dire la brochette de dictateurs qui dirigent les différents pays d'Afrique, à agir pour faire reconnaître par l'opinion internationale (plus

particulièrement celle des pays occidentaux) l'"holocauste", le "génocide" subis par les peuples noirs d'Afrique durant l'esclavage



Capture d'esclaves

toute la planète.

Directement ou indirectement, les grandes familles bourgeoises d'Occident, celles qui dirigent le monde, ont du sang sur les mains. Le sang des esclaves. Le sang de leurs propres prolétaires. Car il faut se souvenir qu'en même temps qu'on réduisait une partie des habitants de l'Afrique à l'esclavage, le capitalisme faisait vivre aux prolétaires anglais, français, du début de l'industrialisation, une vie d'esclave travaillant dès l'âge de dix ans dans des mines ou des usines, quinze à dix-huit heures durant et mourant de vieillesse à 25 ans. Comme il faut se souvenir aussi que parmi les profiteurs de l'esclavage -petits profiteurs mais rapaces quand même - il y avait des chefs, des rois africains, qui vendaient leurs sujets aux trafiquants d'esclaves contre quelques armes, verroterie ou alcool. Et les dirigeants actuels des pays africains, totalement à la solde de l'impérialisme, continuent, à la façon "moderne", la même pratique à l'égard de la grande bourgeoisie mondiale.

et la colonisation. Ils demandent la réparation de ces préjudices en prenant l'exemple du peuple juif qui, grâce à l'appui des grandes puissances, a obtenu une terre, Israël, mais aussi une réparation financière par l'Allemagne.

Le moins que l'on puisse dire, en effet, de l'esclavage, du pillage de l'Afrique, de son dépeuplement pour enrichir les trafiquants d'esclaves, les propriétaires, des plantations de canne à sucre et toutes les bourgeoisies qui ont été associées au "commerce triangulaire" entre l'Afrique, l'Amérique et l'Europe, c'est que c'est une "injustice". Le capitalisme naissant a repris à son compte, transformé, porté à un degré inouï l'esclavage qui préexistait au sein de bien des sociétés africaines de cette époque, pour en faire un des éléments les plus abjects du système d'exploitation capitaliste. Et c'est de ces massacres, de ces pillages qu'est sorti le capitalisme moderne qui a permis à la bourgeoisie de certains pays de s'enrichir en exploitant directement ou en maintenant indirectement dans la misère les classes travailleuses de

Mais nos petits bourgeois qui parlent de couleur de peau, de "liens de sang", qui veulent opposer comme un bloc "l'Occident" qui serait responsable de tous les maux de l'Afrique, l'innocente victime, veulent seulement masquer la réalité de l'opposition de classes. Cette manière de raisonner et d'agir n'est non seulement pas juste mais c'est surtout inefficace. Car ce n'est pas en fonction de la couleur de la peau ni de liens de sang que le capitalisme s'est bâti. Et ce n'est pas en fonction de cette opposition qu'il pourrait être détruit. Mais détruire le système d'exploitation, de fond en comble, n'est pas le but de nos petits bourgeois. Ils se contentent de quémander des miettes aux responsables même du système.

Exhiber "l'holocauste noir" du passé, pour nos petits bourgeois, c'est une manière de fermer les yeux

sur l'autre "holocauste", celui-là bien actuel: le capitalisme, qui continue à faire des millions de victimes mourant, à petit feu, de faim, de soif et de maladies, alors que la société aurait les moyens de résoudre ces problèmes si elle était organisée autrement.

Le capitalisme moderne, avec les moyens colossaux dont il dispose aujourd'hui, est responsable de crimes au moins aussi grands, au moins aussi destructeurs pour le présent et pour l'avenir de l'humanité que ne fut en son temps le commerce esclavagiste. Et ces crimes s'exercent à une échelle bien plus grande. Combien d'enfants, de femmes et d'hommes meurent chaque jour actuellement dans les pays sous-développés tout simplement faute d'eau potable, de malnutrition ou de maladies les plus bénignes alors que les silos et les entrepôts de stockages frigorifiques dans les pays riches regorgent de nourritures dont on ne sait que faire? Une petite partie de ces nourritures suffirait pour nourrir ceux qui ont faim. Mais la logique du système capitaliste, cette fameuse "loi du marché" de la bourgeoisie, voudrait qu'il soit économiquement plus "rentable" de stocker les marchandises prétendument en surplus, voire de les détruire plutôt que de les distribuer à des hommes qui ont faim.

La bourgeoisie impérialiste est capable, lorsque ses intérêts sont en jeu, de déployer des moyens sophistiqués. Elle n'hésite pas à envoyer des bateaux, des avions militaires aux quatre coins du monde pour venir en aide à un dictateur allié en difficulté. Mais venir au secours des populations en détresse ne l'intéresse pas quand elle n'a rien à en tirer.

Le capitalisme dans son essence-même est un système criminel. La recherche systématique du profit réduit à la misère une partie de plus en plus grande des populations tandis qu'une petite

minorité amasse des fortunes de plus en plus grandes et peut décider en toute impunité du sort de millions de personnes.

Payer les travailleurs au dixième, au vingtième de ce qu'ils sont payés dans les pays occidentaux -où pourtant, déjà ils sont exploités- pour les mêmes productions, simplement pour permettre à des groupes capitalistes d'être plus compétitifs sur le marché mondial. Les jeter à la porte, lorsqu'on n'a plus besoin d'eux, sans évidemment la moindre protection sociale, même lorsque l'on sait que cela les condamne eux et leurs familles. Ruiner les paysans, les chasser vers les taudis des grandes villes, en démolissant les prix à la production pour permettre à des intermédiaires de s'engraisser. Imposer des plans d'austérité comportant des hausses des prix des produits de première nécessité en même temps que des blocages de salaires et de licenciement, alors que l'on sait que les victimes de ces mesures vivent déjà à la limite de ce qu'ils appellent eux-mêmes un minimum vital. Aggraver ces mesures par la dévaluation de 50% comme cela s'est passé dans les pays de la zone CFA et qui a du jour au lendemain divisé par deux le pouvoir d'achat des plus pauvres. Transformer tous les pays d'Afrique en autant de camps de concentration "indépendants", avec l'immense majorité de la population dans la misère et la souffrance et avec une petite minorité de privilégiés chargée du maintien de l'ordre interne, autorisée à voler et à piller leurs propres peuples.

Voilà les crimes du capitalisme, catastrophiques pour les classes travailleuses, catastrophiques finalement pour la société dans son ensemble; non pas les crimes d'hier ou d'avant hier, mais les crimes d'aujourd'hui.

Mais là-dessus nos bourgeois ou nos petits bourgeois se taisent. Car ils en profitent. Moins bien, moins

que les grands seigneurs occidentaux de la finance, mais quand même assez pour se taire. Assez pour que, lorsqu'ils en parlent quand-même, occasionnellement, ce soit uniquement pour tenter d'augmenter leur petite part du gâteau. Car "nos" bourgeois, "nos" dignitaires, "nos" petits bourgeois disposant de domestiques ou de quelques taxis-brousse pour accroître leurs revenus de médecins ou "d'intellectuels", sont aussi ignobles envers "leurs" travailleurs, aussi méprisants des pauvres, que les grands. Même parmi les charognards, il y a des petits et des gros - et charognards ils le sont tous !

A supposer-même que les pays anciennement esclavagistes et colonisateurs acceptent de faire des gestes de "réparations" en versant des sommes aux Etats africains ou à l'OUA, il faut être naïf pour croire que ces sommes iront à la population. Tout comme les dons versés par les organismes internationaux et qui sont censés venir en aide aux victimes, une grande partie de ces réparations ira dans les poches de nos dirigeants. Rappelons-nous les "villas de la sécheresse" qui ont poussé au Mali grâce aux dons collectés pour les victimes de la grande sécheresse de 1973-74!

Il faudrait bien plus que des dédommagements car aucune somme d'argent ne peut réparer les atrocités subies par des millions d'êtres humains. La seule manière de réparer les crimes du passé, ceux du présent mais aussi ceux du futur si

la bourgeoisie continue toujours de dominer le monde, c'est de faire disparaître à jamais ce qui est à la base même de ces crimes : le système capitaliste lui-même.

La dignité pour le prolétariat africain, mais aussi pour tous les opprimés, n'est pas de quémander quelques miettes de plus. Ils peuvent laisser cette "dignité-là" à nos dictateurs ou aux petits bourgeois qui se servent de la misère et des souffrances présentes et passées de leurs peuples pour en avoir un peu plus de l'impérialisme pour eux-mêmes ou pour leurs semblables.

Oui, le prolétariat africain, les descendants modernes des esclaves d'hier, auront des comptes à demander aux profiteurs, Blancs ou Noirs. Mais à leur façon. En prenant leur part, aux côtés de leurs frères de classe des pays riches, et peut-être, en leur donnant l'exemple, dans la destruction du système capitaliste lui-même. C'est-à-dire dans l'expropriation radicale des classes exploiteuses et la mise à la disposition des classes travailleuses des richesses de la société, afin que ces richesses servent en premier lieu à nourrir, à loger, à vêtir tous ceux qui en ont besoin, à leur assurer les soins médicaux et une éducation digne de notre époque. Débarrasser le monde du système capitaliste c'est la seule manière d'en finir avec l'injustice et la misère. C'est la seule manière de permettre à tous de mener une vie digne.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.